

Communiqué de presse
Paris, le 27 mars 2020

Montreuil : des ONG s'indignent face à la destruction d'une partie du bidonville

Jusqu'à la semaine dernière, le bidonville des Acacias, sur la commune de Montreuil (93) était occupé par 350 personnes (70 habitations). Avec la crise sanitaire et les mesures de confinement, ces familles se sont retrouvées dans une impasse. En l'absence de mesures prises par la municipalité pour les soutenir dans cette crise, certaines ont été dans l'obligation de prendre la décision de quitter leur habitation dès le vendredi soir 20 mars. **Lundi 23 mars, alors qu'il restait 10 familles, une partie du bidonville a été rasée par des bulldozers. Plusieurs associations s'unissent pour dénoncer cette décision condamnable.**

Depuis de nombreuses années, nous, associations humanitaires intervenant en Ile-de-France auprès des plus précaires, n'avons cessé d'attirer l'attention des autorités locales sur la situation d'extrême précarité sociale et sanitaire vécue par les personnes vivant dans les squats et bidonvilles de leur territoire. Cette situation, pourtant bien connue par les services municipaux, est restée inchangée.

Aujourd'hui, la crise sanitaire provoquée par la pandémie du Covid-19 touche encore plus fortement les plus démunis et les plus précaires. Depuis le début du confinement, nous avons alerté la municipalité de Montreuil sur le nonaccès de certains de ses habitants à des droits fondamentaux : accès à l'eau, accès à de la nourriture, accès à un avis médical. Nos revendications sont malheureusement restées sans réponse. Aujourd'hui, ce communiqué n'a pas seulement pour objet de déplorer l'absence d'action de la municipalité de Montreuil dans le sens des droits fondamentaux, mais également de **dénoncer avec fermeté les faits qui se sont déroulés ce lundi 24 mars sur le bidonville des Acacias**, sur la commune de Montreuil, lieu de vie sur lequel plusieurs d'entre nous intervenons pour accompagner les familles depuis leur installation en avril 2014.

Nous déplorons qu'en cette période de crise, et à l'heure du confinement, des personnes n'ont eu d'autres choix que de partir face à une telle situation. Déplacements qui représentent, nous le savons tous, des risques de santé publique importants pour eux et l'ensemble des personnes rencontrées au cours de leur voyage, tant françaises que roumaines.

Notre indignation est encore plus forte lorsque nous constatons que lundi matin, soit moins de 48h après le départ d'une partie des familles, **une grande partie du bidonville a subi une destruction à l'aide de bulldozer sans que les familles encore présentes sur le terrain soient informées de l'existence d'une procédure. Nous aimerions donc connaître le cadre juridique de cette action.**



Photos prises lundi 23 mars au matin dans le bidonville des Acacias - © Première Urgence Internationale.

Cette action va totalement dans le sens opposé du discours du Président de la République française, qui déclarait, le 16 mars : « *Pour les plus précaires, pour les plus démunis, pour les personnes isolées, nous ferons en sorte, avec les grandes associations, avec aussi les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés.* »

L'ensemble des associations qui œuvrent, depuis de nombreuses années et encore plus fortement aujourd'hui, pour la sécurisation des parcours des habitants est consterné. Depuis la semaine dernière, nos équipes ont maintenu le lien, informé, sensibilisé, rassuré...les personnes que nous accompagnons au quotidien. **Nous sommes et resterons garant du respect des droits de ces personnes** en toutes circonstances, en particulier dans ce contexte d'urgence particulier.

Au-delà de dénoncer cette action, nous rappelons une nouvelle fois l'importance d'apporter une réponse rapide et adaptée en cohérence avec les directives gouvernementales, en adéquation avec les attentes des personnes et en lien avec nos associations. C'est pourquoi, **nous resterons en lien avec les services de l'État afin que les familles le souhaitant soient mises à l'abri de manière pérenne**, et nous veillerons à ce que les propositions soient adaptées, avec une attention médicale pour s'assurer de leur état de santé et notamment d'une potentielle infection au COVID-19 et de leur connaissance des mesures de prévention requises actuellement, fourniture de produits d'hygiène, accès à des repas et de l'eau chaque jour et sans rupture.

Depuis le début de notre intervention collective sur le territoire de Montreuil, nous avons toujours pu collaborer de façon intelligente avec les services municipaux (CCAS, santé, scolarité....) et préfectoraux, et nous souhaitons que cela perdure durant cette crise et au-delà. C'est pourquoi nous restons disponibles pour échanger avec les autorités et nous leur avons rappelé dans tous nos échanges avec eux ces derniers jours.

Les associations signataires :

L'École Enchantée

Les Enfants du Canal

Hors la Rue

Médecins du Monde

Première Urgence Internationale

Systeme b comme bidonvilles

Associations membres du CNDH RomEurope

CONTACTS PRESSE

- **Première Urgence Internationale :**
Marie COURVASIER - 07 83 42 57 19, mcourvasier@premiere-urgence.org
- **Médecins du Monde :**
Fanny Mantaux – 06 09 17 35 59 fanny.mantaux@medecinsdumonde.net